

Nouvelles des prisonnières politiques palestiniennes

d'après le bulletin de novembre 2018 de la **WOFPP : Association israélienne de femmes** qui soutient les prisonnières politiques palestiniennes en leur fournissant du matériel et l'aide d'une avocate. Voir <http://wofpp.org/french/home.html>

Les nouvelles ne sont pas bonnes.

En effet, les conditions de détention sont toujours déplorables même si les prisonnières ont toutes été regroupées dans une même prison, selon leur demande. Il s'agit de la prison de **Damon** qui se trouve en Israël (comme la plupart des prisons où se trouvent des prisonnier.e.s palestinien.ne.s en contravention avec le droit international), ce qui rend les **visites des familles extrêmement difficiles** : permis obligatoire, distance augmentée par les barrages, refus parfois de laisser entrer les familles souvent venues de loin.

Il y a actuellement environ **50 prisonnières** à Damon, leur nombre varie en fonction des nouvelles arrestations et des libérations.

Leur premier combat a été de pouvoir choisir leurs compagnes de cellule, ce qu'elles ont obtenu après des négociations avec les autorités de la prison.

Il y a entre **4 et 8 prisonnières par cellule**. Une grande cellule est actuellement fermée ; on leur a dit que seules les mineures (puisqu'il y a plusieurs mineures emprisonnées) pourraient l'utiliser pour étudier, ce qui est ennuyeux car on leur avait dit avant que ce serait une bibliothèque et une salle de lecture pour toutes. Par ailleurs chaque famille de prisonnières ne peut apporter que **2 livres par mois** - et à condition que la prisonnière ait déjà l'autorisation de recevoir des livres et qu'elle rende à sa famille les 2 livres qu'elle avait déjà.

Il n'y a **pas de chaises** dans les cellules et les prisonnières sont assises sur le sol en ciment car les autorités interdisent de recouvrir le sol avec des couvertures...

Les douches sont à l'extérieur des cellules et ne sont donc utilisables que quand les prisonnières sont autorisées à aller dans la cour. Comme celle-ci n'est pas couverte, la pluie les empêche à la fois de sortir dans la cour et de se doucher. Sans compter le froid car la prison est sur le mont Carmel où le temps peut être très venteux et froid.

Les prisonnières n'ont **pas le droit d'avoir du matériel éducatif**, si une prisonnière en possède, il est immédiatement confisqué.

Ni de pratiquer des travaux manuels car les familles ne sont pas autorisées à apporter du matériel privant ces femmes de tout droit à la créativité.

La détention administrative :

Il s'agit d'emprisonner des personnes **sans fournir de chef d'accusation**, donc sans permettre à ces personnes de se défendre. La détention administrative est en

général prononcée pour une durée de 6 mois et peut par ailleurs être **renouvelée indéfiniment**, violant ainsi les droits des personnes ainsi détenues. Ce procédé n'est pratiquement utilisé que contre des Palestiniens.

Il y a actuellement 2 prisonnières en détention administrative :

Khalida Jarrar, membre du Conseil Législatif Palestinien, 55 ans, arrêtée le 2 juillet 2017 et en détention administrative renouvelée 4 fois depuis cette date.

Fida Daa'ms, 24 ans, étudiante, arrêtée le 29 mai 2018, condamnée à 3 mois de prison. Au moment où elle devait être libérée le commandant militaire a émis un ordre de détention administrative de 6 mois contre elle, le 16 août 2018.

Les autres prisonnières sont là pour divers motifs qui ne peuvent le plus souvent pas justifier un emprisonnement pouvant durer plusieurs mois voire plus :

- expression sur les réseaux sociaux (la poétesse Dareen Tatour et d'autres)
- défense légale de prisonnier.e.s (Shireen Issawi, avocate)
- « possession d'un couteau » (Israa Jaaber)
- et beaucoup simplement parce qu'elles sont membres d'associations palestiniennes diverses, autrement dit qu'elles veulent être actrices et non seulement victimes.

Nous dénonçons fermement ces conditions de détention, la difficulté voire l'impossibilité de visite des familles, des soins médicaux très insuffisants, de mauvaises conditions d'hygiène, l'interdiction de matériel éducatif et de travaux manuels, la limitation du nombre de livres.

Et avant tout la politique d'enfermement systématique pratiquée par Israël sur une grande partie de la population palestinienne (pas une famille qui n'ait un.e prisonnier.e dans ses proches) **pour l'intimider et empêcher toute résistance à la politique d'occupation et d'apartheid menée par l'Etat israélien.**

Femmes en Noir de Lyon



janvier 2019